



Le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix & le PNUD au Mali

Domaines d'intervention



Prévention/gestion des conflits et cohésion sociale

Soutenir les efforts du Gouvernement dans un contexte de risques sécuritaires grandissants, marqué par la montée de l'extrémisme violent et la radicalisation, ainsi que la prolifération de bandes armées responsables de crimes et de trafics en tout genre.



Renforcement des capacités nationales de l'Etat et prolongement de l'autorité de l'Etat / de l'administration locale

Appuyer le déploiement des services de l'Etat dans les régions du Nord et renforcer la coordination de l'action gouvernementale dans la résolution de la crise au centre du Mali en vue d'une meilleure cohérence et complémentarité dans les différentes initiatives des acteurs engagés.



Création d'emplois et jeunes pour la paix

Construire la paix et renforcer la sécurité à travers la promotion du rôle des jeunes femmes et jeunes hommes en tant qu'acteurs de paix et agent de développement dans la prise de décision.



Etat de droit, sécurité, droits de l'homme et justice transitionnelle

Renforcer l'efficacité des acteurs de la justice formelle et informelle, accroître la confiance des populations en ces acteurs afin de mieux combattre l'impunité particulièrement dans les régions du centre et du nord et renforcer la participation des jeunes au processus de justice transitionnelle.

Résultats majeurs

Prévention/gestion des conflits et cohésion sociale



30 420 personnes dont 52% de femmes sont mieux impliquées dans les médiations au sein de leur communauté grâce à la formation sur la paix et le vivre ensemble, la cohésion sociale, l'engagement communautaire et sur l'Accord d'Alger.



06 pactes d'engagement communautaires ont été élaborés en chartes de paix avec l'appui des 21 laboratoires de la paix mis en place à Macina et Tenenkou



06 plans locaux de développement (PDESC) intégrant la cohésion sociale, la paix, le genre, la prévention et gestion des conflits, la sécurité alimentaire, la migration & le développement dans 06 communes du cercle de Mopti et de Tenenkou élaborés



590 jeunes dont 215 femmes ont identifié des priorités, élaboré et validé des plans d'actions de renforcement des capacités des structures de prévention et de gestion des conflits pour une meilleure intégration des jeunes dans la gouvernance locale au niveau des collectivités

Création d'emplois et jeunes pour la paix



800 jeunes dont 252 femmes ont acquis des emplois temporaires à travers des travaux à haute intensité de main d'œuvre sur l'assainissement et le curage des caniveaux urbains (Mopti), la réhabilitation du centre de santé communautaire de Tienkour et le second cycle de Goundam (Tombouctou)



1100 personnes dont 944 femmes ont accru leur revenu à travers les activités génératrices de revenu (artisanat, couture, emboûche, petit commerce) et 18 groupements de femmes ont acquis des compétences pour la transformation des produits locaux

Renforcement des capacités nationales de l'Etat et prolongement de l'autorité de l'Etat / de l'administration locale



Accord d'Alger: 05 autorités intérimaires et collèges transitoires installées à Gao, Ménaka, Kidal, Tombouctou et Taoudeni avec des appuis et renforcement de leurs capacités en organisation et fonctionnement des collectivités territoriales, la maîtrise d'ouvrages de développement régional et local



Capacités techniques et opérationnelles du cadre politique de gestion de la crise du Centre et ses démembrements dans les régions renforcées en la mise en place des cadres régionaux à Ségou et à Mopti

Etat de droit, sécurité, droits de l'homme et justice transitionnelle



72 acteurs de la sécurité (dont 10 femmes) et 124 représentants des OSCs (dont 53 femmes, soit 42,7%) et 24 jeunes, soit 19,3% formés en matière de police de proximité. 8478 personnes dont 3248 femmes (38,31%) sensibilisées sur les mécanismes formels et informels de résolution pacifique des conflits

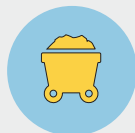


9 comités consultatifs de sécurité installés et 100 Commissions foncières communales et villageoises redynamisées dans les cercles de Ségou, Niono, San, Mopti, Djenné et Bandiagara

Initiatives transfrontalières



08 cellules de veille mis sur l'espace transfrontalier (Mali, Niger, Burkina Faso); capacités des forces de défense et sécurité au niveau des 03 pays renforcées; réseaux des jeunes et des femmes mis en place dans l'espace transfrontalier (Mali-Burkina) et leur implication dans les mécanismes de gestion des conflits sur l'espace frontalier et transfrontalier



Au niveau de l'espace Mali-Niger, plus de 800 groupements des femmes à Gao et Ménaka formés en la réduction des conflits communautaires et transfrontaliers liés aux ressources naturelles



Lutte contre la COVID-19

40 communes des cercles de Bankass, Koro et Tominian dotées en kits de prévention COVID-19 et des agents de santé formés; les unités médicales des Forces de Défense et de Sécurité appuyées & les juridictions de Mopti et Ségou équipées en kits de prévention COVID-19

Contributions financières du fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix (PBF) : Ressources en USD 22 599 855; subventions reçues par le PNUD 11 665 569 \$.

Projets conjoints impliquant des Agences du Système des Nations Unies à l'intérieur du Mali et aussi sur l'espace transfrontalier avec le Burkina Faso et le Niger (ONUDI, FNUAP, ONUFEMMES) et les ONG Internationales.



Issa Sana, membre d'un laboratoire de paix dans le cercle de Macina.

« Les laboratoires sont une maison du savoir, tu y rentres avec une connaissance et tu en acquiers une autre. Chaque membre à sa stratégie en terme de résolution de conflit. Les laboratoires ont favorisé l'inclusion des femmes et des jeunes qui ne sont habituellement pas toujours associés à la gestion des conflits.

Les laboratoires peuvent travailler ensemble dans la résolution des conflits.

21 laboratoires de paix ont été mis en place à Macina et Ténenkou. Les laboratoires ont entre autres réussi à négocier auprès des groupes armés des couloirs de passage pour que les communautés puissent accéder aux services de santé.

Grâce à leurs interventions, les tensions communautaires ont diminué et la situation dans la zone de Ténenkou et Macina s'est relativement stabilisée. » — **Issa Sana.**

Le fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix (PBF) intervient au Mali depuis début 2015, année de conclusion de l'accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger. La nouvelle éligibilité du Mali au fonds PBF s'étend jusqu'en fin 2024.

Nous remercions tous les Etats contributeurs au fonds PBF, principal instrument financier utilisé en premier recours par les Nations Unies pour maintenir et consolider la paix dans les pays en conflit et post-conflit.